

# Participez à l'année européenne des citoyens

Pour réfléchir ensemble aux perspectives de l'Union Européenne, aux **alternatives possibles** lors des prochaines élections de Mai 2014. Quelle **place** pour le/la citoyen-ne dans l'UE ? Pour **quelle** citoyenneté ?



Pour **découvrir** la place de l'Union Européenne dans notre quotidien, les liens entre l'histoire de la construction et le fonctionnement actuel de l'UE.

**Exploiter** les différents **espaces d'expression** offerts par l'Europe ?

Rencontres Citoyennes d'évaléco

## «Les alternatives politiques pour les élections européennes»

Café-débat

**Mercredi 19 mars 2014 à 19h**

**Espace évaléco**

**127 chemin de Saint Marc**

**GRASSE**

**Intervenants:**

**Geneviève Fontaine – Agrégée de Sciences Économiques et Sociales**

**Philippe Chemla – modérateur du débat**

**Public : 13**

**Horaire effectif : 19h10 - 21h15**



# Compte-rendu

## Le cadre :

- 2013 : année européenne des citoyens
- 2014 élections européennes
- évaléco = projet l'Europe au quotidien
  - objectifs :
    - Réfléchir ensemble** aux perspectives de l'Union Européenne, aux **alternatives possibles** lors des prochaines élections de Mai 2014.
      - Quelle **place** pour le/la citoyen-ne dans l'UE ? Pour **quelle citoyenneté** ?
      - Découvrir** la place de l'Union Européenne dans notre quotidien, les liens entre l'histoire de la construction et le fonctionnement actuel de l'UE.
      - Exploiter** les différents **espaces d'expression** offerts par l'Europe ?
- programme
- colloque du 12 avril

## I – Éléments à prendre en compte :

### Union Européenne ? Diapo 1

Ne pas confondre UE – zone euro- Espace Schengen

### Éléments à prendre en compte :

- les décisions de l'UE nous concerne dans notre quotidien : santé, environnement, consommation, libre circulation, emploi, formation, culture, pluralisme de la presse... Illustration avec des exemples locaux.
- les directives européennes fixent des normes minimales à atteindre  
Explication des différents types de décisions et règlements
- les décisions de l'UE sont transcrites dans le droit français par nos parlementaires et appliquées au niveau local = principe de subsidiarité

### Les nouvelles prérogatives du Parlement Européen :

L'avis du Parlement européen sera contraignant sur les questions d'agriculture, de sécurité énergétique, d'immigration, de justice et sur les affaires intérieures, la santé et les fonds structurels.

Les députés européens décideront également en dernier ressort du budget de l'UE.

Les députés devront également donner leur aval aux accords internationaux négociés par l'UE, comme par exemple les accords commerciaux.

**Réactions** : Longue discussion sur TAFTA – sentiment que si la Commission Européenne signe l'accord avant les élections européennes ce sera un déni de démocratie très important qui diminuera encore la crédibilité de l'UE.



les députés européens éliront le Président de la Commission européenne et devront donner leur aval au collège des commissaires - Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité compris - avant qu'il ne puisse prendre ses fonctions.

**Réactions** : discussion sur les orientations possibles et parallèle avec la constitution française.

Enfin, le Parlement européen peut désormais proposer des modifications aux traités qui régissent le fonctionnement de l'UE

#### Conclusion :

- pour influencer les décisions européennes = il faut participer
- VOTER le 25 mai 2014

oui mais comment être informé ?

Le 19 mars 2014 – à 2 mois des élections européennes- les programmes des différents partis ne sont pas disponibles

Comme nous ne disposons pas des programmes des listes pour la région sud-est, nous avons cherché à élargir la réflexion en explorant les enjeux et positions actuels au sein de l'UE et les scénarios de prospective envisagés.

## II – Les enjeux de l'UE

1 - Élargissement => problèmes de gouvernance

Rappel des phases d'élargissement et du lien avec l'histoire récente ( fin de la guerre froide, chute du mur...) - lien avec les difficultés de gouvernance actuelle – rappel des avancées du traité de Lisbonne

2 - Approfondissement => une Union Européenne à plusieurs vitesses

Présentation des différents niveaux d'intégration économique et politique et positionnement du projet européen

- Zone d'échanges préférentielles
  - Zone de libre échange : Liberté de circulation des biens et éventuellement des services
  - Union douanière : ZLE + politique commerciale commune
  - Marché commun : UD + liberté de circulation des facteurs de production : capitaux et travail
- => marché unique
- Union économique : Marché commun + politiques communes
- => UE à 28
- Union Économique et monétaire : UE + Monnaie et politique monétaire unique
  - Union politique : quelle forme : fédération ou confédération

**Réaction – discussion** : aucune des étapes n'est réellement terminée (pas d'harmonisation fiscale, sociale) – la création de la monnaie unique s'est fait rapidement car elle a davantage procédé d'une réaction à la réunification allemande.

Une **confédération** est une union d'États indépendants qui ont, par un ou plusieurs traités, délégué l'exercice de certaines compétences à des organes communs destinés à coordonner leur politique



dans un certain nombre de domaines, sans constituer cependant un nouvel État superposé aux États membres. Alternativement, des confédérations se sont formées aussi par des traités entre des partenaires qui n'étaient pas indépendants avant la confédération.

La confédération s'oppose ainsi à une fédération, où est constitué (par le biais d'une Constitution fédérale) un État fédéral.

### 3 – Hétérogénéité

Parler des enjeux de la construction européenne et des perspectives suppose de bien appréhender les hétérogénéités présentes qui expliquent les projets politiques différents qui s'expriment.

- PIB / hab : inégalités de niveau de vie

Réaction : les inégalités sont également à l'intérieur des pays => il faut raisonner en terme de région européenne pour analyser les situations

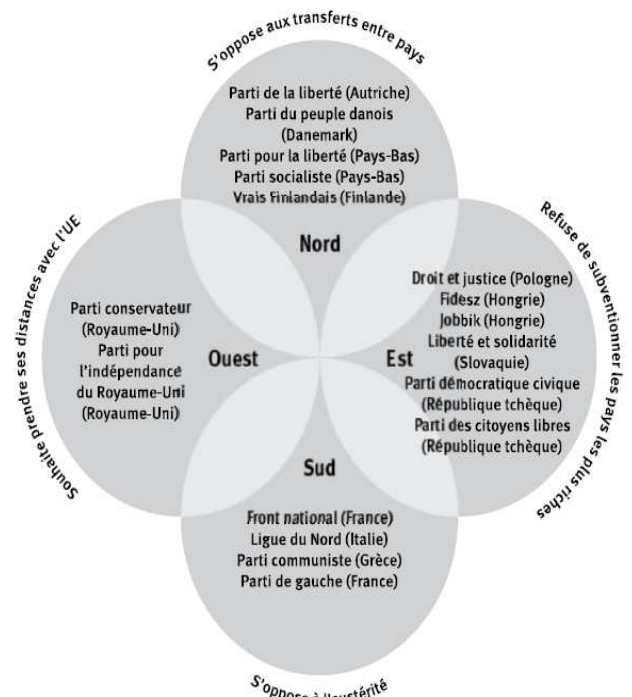
- taux de pauvreté : certaines régions sont à la fois moins riches et plus touchées par la pauvreté (Italie du sud) – d'autres sont riches et faiblement touchées ( Ile de France) – d'autres enfin sont riches mais touchées par la pauvreté = présence de fortes inégalités ( PACA, Italie du nord)

### 4 – Des aspirations différentes

La construction européenne s'est faite selon la stratégie de Monnet : stratégie des petits pas. On a avancé dans la construction technocratique de l'UE à partir d'un projet politique.

A certains moments, la volonté politique a rejoint l'avancée technocratique (couple franco-allemand) mais à d'autres moments, la construction technocratique avance mais la volonté politique ne suit pas vraiment = dans ce cas, il y a souvent expression de populismes anti-européens. = forces tirant contre l'UE

Panorama des populismes :



### III – Les scénarios proposés

Sources :

- 7 scénarios pour l'UE – L'Economie politique N°61 – janvier 2014
- 4 scénarios pour réinventer l'Europe – L'Economie politique janvier 2012

Nous sommes partis de ces 7 scénarios et nous avons ajouté une réflexion sur les acteurs clés qui sont moteurs dans ces évolutions possibles tout en revenant systématiquement aux enjeux des élections de mai 2014



#### Tentative d'évaluation des sept scénarios

Scénarios	Forces	Faiblesses	Viabilité politique
« Fédéralisme par rationalité technocratique »	Recherche de cohérence et resynchronisation des institutions européennes	Nouvelle perte de souveraineté nationale	Faible, à moins d'une impulsion politique forte guidée par un leader charismatique
« <i>Ordoliberalismus für Alle</i> » : une Europe allemande	Intégration sans fédéralisme fiscal ni solidarité	Ne permet pas de surmonter les déséquilibres Nord/Sud	Approfondissement des principes du traité de Maastricht ; or, ce sont ceux-là mêmes qui ont échoué
« Clivage Nord/Sud » : taux de change flottant entre deux monnaies européennes	Permet de surmonter les principaux déséquilibres actuels par un retour de la croissance en Europe du Sud	Décomposition de fait de l'union économique et monétaire	Récupération partielle d'autonomie nationale, mais coûts politiques importants pour les fédéralistes
« Chacun pour soi » : vague de nationalisme et de protectionnisme	Reconquête des souverainetés nationales	Coûts économiques potentiellement élevés	Réponse à la fois aux exigences de l'extrême gauche et de l'extrême droite
« Une Europe britannique et apolitique » : zone de libre-échange et partenariats ponctuels	Permet de faire concorder des intérêts nationaux divers	Fin du fédéralisme politique en Europe	Troisième voie entre un effondrement complet et une Europe fédéraliste
« Plus de démocratie » : condition nécessaire pour l'avènement d'une Europe fédérale	Réponse au manque de légitimité de l'Union européenne	Suppose que l'existence d'une citoyenneté européenne puisse être la clé de voûte d'une nouvelle Union européenne	Discutable dans un contexte de marasme économique
« Riposte de la finance internationale » : la tempête succède au calme	Fait pression sur une configuration européenne non viable	Menace les fondements mêmes du projet européen	La vraie puissance économique mondiale : mobilité totale d'énormes montants de capital

## Fédéralisme

- par rationalisme technocratique – acteur clé : la BCE qui souhaite avancer vers une union politique pour sauver l'euro  
seule une harmonisation fiscale et sociale, une intégration politique permettra de finaliser l'euro et de stopper les attaques spéculatives

Le tournant a été l'acceptation par la BCE de refinancer les dettes souveraines en opposition à la volonté allemande.

- par volonté politique et aspiration démocratique  
Portée par certains hommes politiques mais pas par les populations.  
Scénario le plus ambitieux d'un point de vue politique



## Ordolibéralisme allemand – acteur clé : l'Allemagne

Selon la théorie ordolibérale, l'État a pour responsabilité de créer un cadre légal et institutionnel à l'économie, et de maintenir un niveau sain de concurrence « libre et non faussée » via des mesures en accord avec les lois du marché. En effet, si l'État ne prend pas des mesures anticipées pour encourager la concurrence, les [entreprises](#) donneront naissance à des [monopoles](#) ou [oligopoles](#). Cela aura pour conséquence de détourner les avantages économiques offerts par le marché, et peut-être à terme de saper la [démocratie](#), le pouvoir économique étant capable de se transformer en pouvoir politique.

L'État a donc un rôle d'« ordonnateur ».

D'après Stephen Padgett, un pilier central de l'ordolibéralisme est une « [division du travail](#) » clairement définie entre acteurs de la gestion économique :

- la [politique monétaire](#) est sous la responsabilité d'une [banque centrale](#) à l'abri du pouvoir politique, dévouée à la stabilité monétaire et à une faible [inflation](#), mais toutefois sous le contrôle de la "communauté socio-économique" (les partenaires sociaux) au niveau des banques centrales régionales (Landeszentralbank)[1](#)
- la [politique budgétaire](#), équilibrée, appartient au gouvernement,
- la fixation des salaires et des conditions de travail est partagée entre les employeurs et les [syndicats](#).

## L'éclatement :

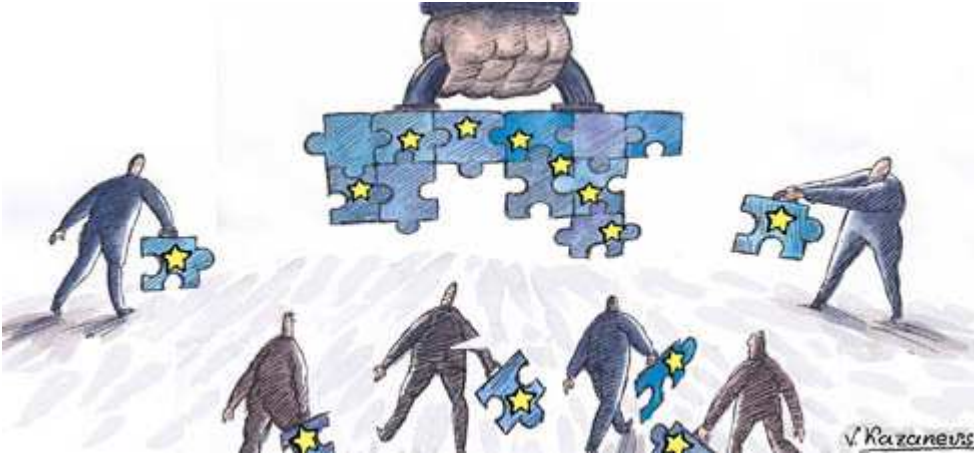
- 2 monnaie : Nord/Sud

Le traité de Lisbonne permet d'envisager une Europe à plusieurs vitesses où certains pays vont plus vite plus loin.

Scénario porté par des nostalgiques d'avant l'élargissement de 2007.

Possibilité de 2 monnaies : une pour les pays forts et une pour les pays du sud ayant besoin d'une dévaluation pour retrouver leur compétitivité.

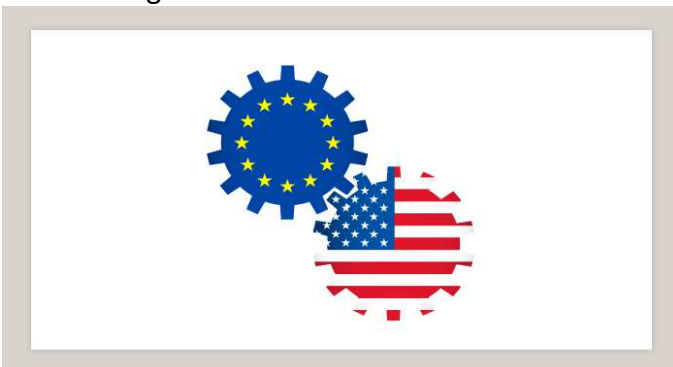
- Chacun pour soi : acteurs : les populismes nationalistes



## Un ordre uniquement économique et financier

L' Europe Britannique

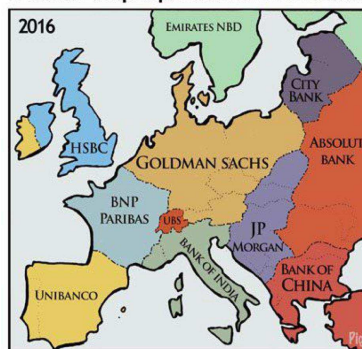
On se contente d'une zone de libre échange sans projet politique et on développe des accords de libre échange avec les autres zones dont l'ALENA



Riposte de la finance : les marchés financiers spéculent contre la construction européenne et en particulier contre la zone euro

La principale résistance à ce scénario vient finalement de la BCE

Etat de l'Europe après la crise financière...



**Question** : Risque d'alliance intérêts des banques – populismes